

Sainte-Foy, le 3 avril 2001

Objet : Pompiers volontaires
 N/Réf. : 01-010094

La présente fait suite à votre demande en date du ** ***** ***** concernant l'objet mentionné en titre ainsi qu'à la conversation téléphonique que vous avez eue à ce sujet avec le soussigné le ** ***** *****.

Le ministère du Revenu du Québec a récemment clarifié l'interprétation du mot « volontaire » et, plus particulièrement, de l'expression « pompier volontaire » pour l'application de la mesure fiscale applicable aux volontaires participant à des services d'urgence.

À cet égard, le Ministère considère qu'un particulier agit à titre de volontaire lorsqu'il exerce ses fonctions sans contrepartie ou pour une contrepartie minime comparativement à ce qu'il en aurait coûté dans les mêmes circonstances pour faire exécuter le même travail par un employé régulier à temps plein ou à temps partiel.

Dans le cas des pompiers volontaires, le Ministère considère que cette condition est habituellement remplie à l'égard de la rémunération reçue par un particulier pour les fonctions qu'il exerce à ce titre pour le compte d'une administration publique donnée.

À cette fin toutefois, seul le particulier qui accepte d'agir occasionnellement comme pompier (y compris, pour plus de précision, à titre d'opérateur du matériel d'intervention ou d'officier) pour l'administration publique donnée est considéré comme pompier volontaire. Il doit donc s'agir d'un pompier qui n'a pas à faire de garde en caserne ou, le cas échéant, ne doit en faire que pour un nombre très restreint d'heures.

Cette expression ne vise donc pas un particulier dont les fonctions de pompier auprès de l'administration publique donnée sont exercées dans le cadre d'un emploi

régulier à temps plein ou à temps partiel, ou dans le cadre d'un emploi temporaire assurant le remplacement d'un tel particulier. Habituellement, le type d'emploi alors visé comporte un horaire de travail préétabli, ainsi que l'obligation pour le particulier de faire de la garde en caserne pour la totalité ou presque de la partie de son horaire de travail où il n'est pas appelé à intervenir dans des situations d'urgence ou à accomplir d'autres tâches (notamment, les pratiques ou la prévention des incendies) prévues par ses fonctions.

L'expression « pompier volontaire » ne vise également pas un particulier qui exerce principalement des fonctions autres que celles de pompier, par exemple celles de policier, au sein de l'administration publique donnée et qui doit accessoirement agir comme pompier lorsque son employeur le requiert.

Ainsi, dans le cas qui vous intéresse, nous sommes d'opinion, sur la foi des renseignements que vous nous avez communiqués, que constituent des pompiers volontaires, pour l'application de la mesure fiscale faisant l'objet de la présente, les particuliers à l'emploi de la Ville de ***** que cette dernière qualifie elle-même de « pompiers volontaires ».

Par conséquent, la rémunération reçue au cours d'une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1998 par un de ces particuliers pour l'exercice de ses fonctions de pompier volontaire doit être exclue, jusqu'à concurrence de 1 000 \$, de son revenu pour l'année, et ce, pour autant qu'en aucun temps au cours de l'année il n'ait exercé pour la Ville de *****, autrement qu'à titre de volontaire, des fonctions de pompier, de technicien ambulancier ou de participant à des activités de recherche ou de sauvetage de personnes ou à d'autres situations d'urgence, ou des fonctions semblables.

Par ailleurs, le montant fixe de 7 \$ reçu par un pompier volontaire lorsqu'il utilise son véhicule personnel doit être inclus dans le calcul de son revenu provenant de son emploi. Cette allocation fait partie de sa rémunération provenant de l'exercice de ses fonctions de pompier volontaire, laquelle est admissible à l'exclusion susmentionnée de son revenu jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par année.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, ***** , l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Service de l'interprétation relative aux particuliers
Direction des lois sur les impôts et
de l'accès à l'information